

Conception du haut commandement et sa conception du rôle de l'armée en temps de guerre.

La coordination des efforts est d'une importance capitale au point de vue militaire; sans elle, les plus beaux succès restent stériles.

Unité de doctrine, appliquée par la volonté unique du généralissime, voilà ce qui fut surtout à notre époque pour diriger l'évolution de grandes masses d'hommes.

Nous voudrions savoir comment, à l'heure actuelle, après quarante ans de paix, nous nous sommes préparés pour les éventualités de la guerre.

Pour mieux préparer le haut commandement à son rôle capital, on a établi un centre d'études militaires. C'est bien, mais c'est encore à une école.

Ce qui nous manque, c'est un état-major fortement organisé, ayant à sa tête un chef énergique et résolu. (Vifs appl.)

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Le généralissime. Nous n'avons pas de généralissime, nous n'avons qu'un vice-président du Conseil supérieur de la guerre.

Nous avons des commandants en chef de groupes d'armées, mais le chef de l'armée, c'est le chef de l'Etat, et sous la responsabilité du gouvernement, le ministre de la Guerre.

Nous n'avons pas de général en chef. D'ailleurs, l'armée ne doit pas être un simple instrument de la politique.

Compagnies ont offert, les unes des secours en nature, les autres des secours en argent.

La Compagnie du Nord, par exemple, a accordé 14 contributions et 39 propositions de secours.

Toutes les Compagnies, sauf la P.-L.-M., ont adressé leur réponse au ministre des Travaux publics.

Il est entendu que les révoqués qui ont accepté des allocations ne perdent aucun de leurs droits à la réintégration.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le ministre a déclaré que, dès cette semaine, il accepterait la discussion permettant la fixation d'une date très prochaine pour l'examen de cette question par la Chambre.

Le ministre des Travaux publics continuera ses démarches auprès des Compagnies pour arriver à l'unité d'attitude qu'il désire obtenir.

Il accepte, sauf quelques modifications, le projet établi par le groupe des chemins de fer.

Le dernier obtiendrait plus de suffrages que lui-même.

M. Brevet, après avoir reproché aux proportionnalistes de réduire eux-mêmes un débat sérieux sur leur propre projet, développe son projet.

Nous présentons, dit-il, par les dispositions que nous proposons, la perfection électorale et faisons disparaître les causes des critiques adressées au scrutin actuel.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

Un autre: les rapports constants entre l'électeur et l'élus constituent la meilleure garantie de la valeur de l'élus, directement contrôlé par les électeurs qui ont sur lui la haute main.

Avec la proportionnalité, au contraire, le député n'a plus de contact avec les électeurs et est.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

Un autre: les rapports constants entre l'électeur et l'élus constituent la meilleure garantie de la valeur de l'élus, directement contrôlé par les électeurs qui ont sur lui la haute main.

Avec la proportionnalité, au contraire, le député n'a plus de contact avec les électeurs et est.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

Un autre: les rapports constants entre l'électeur et l'élus constituent la meilleure garantie de la valeur de l'élus, directement contrôlé par les électeurs qui ont sur lui la haute main.

Avec la proportionnalité, au contraire, le député n'a plus de contact avec les électeurs et est.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

Un autre: les rapports constants entre l'électeur et l'élus constituent la meilleure garantie de la valeur de l'élus, directement contrôlé par les électeurs qui ont sur lui la haute main.

Avec la proportionnalité, au contraire, le député n'a plus de contact avec les électeurs et est.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

Un autre: les rapports constants entre l'électeur et l'élus constituent la meilleure garantie de la valeur de l'élus, directement contrôlé par les électeurs qui ont sur lui la haute main.

Avec la proportionnalité, au contraire, le député n'a plus de contact avec les électeurs et est.

Le scrutin uninominal, d'ailleurs, soumet aux yeux de l'électeur, le meilleur mode d'élection et le plus démocratique.

Il ne s'agit pas de parler point du rôle réduit imposé au député, devenu le représentant d'un petit coin du pays et le défenseur des intérêts locaux.

sood, auteurs, l'un d'une proposition de loi, l'autre d'un projet de résolution concernant l'incorporation des réservistes de première classe.

Le scandale des liquidations

Audience du 19 juin. Les parties civiles

C'est par la plaidoirie de M. Raoul Rousset, avocat de l'Enregistrement, que les liquidateurs administrateurs ont commencé la discussion des faits.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

Le représentant du ministère public a dit que tous les chefs d'accusation relevés contre l'accusé et ses complices doivent être maintenus.

M. Paul Bourget y prononça un discours très applaudi dont nous détachons ces trop courtes lignes:

Tout notre effort, pendant des siècles, fut de nous assurer que l'histoire de notre pays, lesquelles, seules, s'écrivent la plénitude de notre être national.

Le voyage présidentiel en Normandie

En vue d'assurer le service d'ordre les 23 et 24 juin, lors du voyage de M. Fallières, le garnison de Rouen sera renforcée par deux bataillons d'infanterie du 129^e de ligne.

Le Congrès eucharistique de Corbiac, qu'ont présidé Mgr Châtelet, évêque de Nevers, Mgr Leclercq, évêque de Cambrai, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle.

Sont attribués...

Le Journal Officiel publie une série de décrets concernant la suppression de certaines communes des départements suivants: Haute-Saône, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Basses-Alpes, Alpes, Maine-et-Loire, Gers, Côte-d'Or, Côte-du-Nord, Haute-Garonne.

Le conflit franco-espagnol

Le sultan proteste énergiquement contre l'intervention espagnole

LE DÉLIT D'HOSTILITÉ

Un prétre de la Vendée, M. l'abbé Trichet, condamné à 500 francs d'amende, pour violation de la loi sur le mariage civil.

Le Congrès eucharistique de Corbiac, qu'ont présidé Mgr Châtelet, évêque de Nevers, Mgr Leclercq, évêque de Cambrai, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle, Mgr de Sion, évêque de La Rochelle.

Sont attribués...

Le Journal Officiel publie une série de décrets concernant la suppression de certaines communes des départements suivants: Haute-Saône, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Basses-Alpes, Alpes, Maine-et-Loire, Gers, Côte-d'Or, Côte-du-Nord, Haute-Garonne.

Le conflit franco-espagnol

Le sultan proteste énergiquement contre l'intervention espagnole

Chambre des députés

Séance du lundi 19 juin

Stances à 2 heures: M. Brisson présidé.

Le président de cette Commission, M. Siegfried, dépose le rapport adopté, puis les conclusions se retirent gravement.

La Chambre adopte sans débat: Un projet concernant pour dix ans la loi de 1850 sur le régime des contributions directes.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Un projet de loi relatif à la procédure de l'Etat de la République.

Hommage aux aviateurs

Une motion de M. Berry, exprimant les sympathies de la Chambre aux aviateurs morts pour la Patrie.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Le ministre de la Guerre a répondu que le gouvernement se souvient de ces héros.

Pour les inondés

M. Georges Berry dépose la proposition de loi relative aux inondés.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement se souvient de ces victimes.